

Élus et opposants appellent à arrêter les travaux du Lyon-Turin

Ce dimanche 4 septembre, un rassemblement s'est tenu à Villarodin-Bourget par les opposants au Lyon-Turin.

Dès 10 h 30, ce dimanche 4 septembre, de nombreuses personnalités politiques et opposants au Lyon-Turin se sont rassemblés pour demander l'interdiction des travaux de creusement du Lyon-Turin sous le massif alpin, pour cause de risque d'assèchement des sources d'eau potable et de dégradation de l'environnement.

Dénonçant un manque de transparence, un désastre environnemental et un gaspillage d'argent, les manifestants ont appelé la Première ministre, Élisabeth Borne, à interdire le creusement des tunnels.

mètres cubes d'eau qui sont arrachés à la montagne, soit l'équivalent de 14 000 piscines. » Des chiffres issus d'une expérience personnelle du militant, menée avec un ami à lui sur le terrain.

Guy Fernando, spéléologue isérois, se dit prêt à intervenir, avec le comité départemental de spéléologie, pour aider à réaliser une mesure indépendante de la perte d'eau potentielle lors des actions de percement. « Si on creuse, on va baisser le niveau de base hydraulique de la montagne et la nature n'est pas capable de remplir ses réservoirs en une année, il lui faut entre un à trois millions d'années peut-être. »

Les élus pointent un « gaspillage d'argent »

« Le projet n'est pas prêt, ni dans les études, ni dans les financements. C'est très curieux de lancer les travaux, alors que le financement global du budget n'est pas là. Avec un coût total de 30 milliards d'euros, l'État doit être transparent sur le Lyon Turin », déclare Jérémie Iordanoff, membre EELV et député de l'Isère.

Comme lui, la députée européenne EELV, Gwendoline Delbos-Corfiel, dénonce « un gaspillage d'argent, d'autant plus qu'il existe déjà une ligne de fret, qui n'est seulement exploitée à 20 %, alors qu'elle peut faire le travail. Elle peut tout à déjà porter sur rails les marchandises et camions entre la France et l'Italie. » Soulignant la volonté d'un report modal, elle s'inquiète au long terme de la faisabilité totale du projet, dans un contexte où le budget global n'est pas défini du côté français.

Les politiques se disent prêts à faire barrière au Lyon-Turin lors du vote des prochains budgets, « tant que la transparence ne sera pas totale ».

Caroline STAFFE



Les députés et élus locaux franco-italiens se sont retrouvés, ce dimanche 4 septembre, à Villarodin pour dire non au TAV. Photo Le DL/C.S.

Une inquiétude environnementale

« Le combat commence, car le débat n'a pas eu lieu. Il faut une prise de conscience des dangers que nous encourons, concernant le risque d'assèchement des sources d'eau potables qui passent à l'aplomb du tunnel, mais aussi concernant le risque de pollution généré par le chantier. Pour excaver quatre millions de mètres cubes de déblais, les intervenants du projet détruisent nos prairies, nos zones humides, nos forêts et tarissent nos sources d'eau potable », déclare Philippe Delhomme habitant du Bourget et coprésident de l'association Vivre et Agir en Maurienne.

Comme lui, environ 80 manifestants et plusieurs élus politiques écologistes ont appelé à une mobilisation de tous les politiques sur le dossier.

Selon Philippe Delhomme, « 150 litres d'eau potable à la seconde sont pillés et rejetés dans l'Arc par Telt pour percer le tunnel. C'est cinq millions de